



IL NOUS FAUT UNE AUTRE BANQUE CENTRALE !

Rachat de dettes : **un cadeau de plus aux banques privées**

Le 18 mars à Francfort, des dizaines de milliers d'activistes venu.e.s de toute l'Europe manifesteront lors de l'inauguration du nouveau siège de la Banque centrale européenne. Le message sera clair : dire non aux politiques capitalistes menées par cette institution, profitables pour les banques privées et leurs actionnaires mais catastrophiques pour les populations.

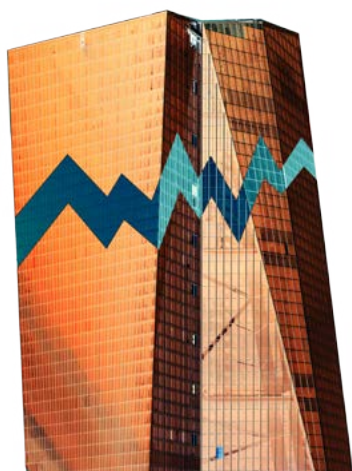
La BCE prête à des taux proches de zéro (son taux directeur est actuellement de 0,05%) aux grandes banques privées qui prêtent à leur tour aux États à des taux bien plus élevés (11 % pour la Grèce actuellement), et empochent la différence... Ce système aberrant est une des causes d'endettement des États : il coûte aux finances publiques européennes environ 350 milliards par an en intérêts de la dette.

La BCE : neutre et indépendante ?

Le Président de la BCE, Mario Draghi, est un ancien Président de la tristement célèbre Goldman Sachs. Il était d'ailleurs à sa tête lorsque celle-ci a aidé le gouvernement grec de l'époque à maquiller les comptes publics du pays...

Depuis 2007, la BCE soutient les banques qui ont provoqué la crise de manière illimitée et inconditionnelle. Elle leur a d'abord prêté plus de 1.600 milliards d'euros à des taux d'intérêt très bas. Sa nouvelle trouvaille, nommée « assouplissement monétaire », est un cadeau de plus fait aux banques privées : racheter 1000 milliards de titres de dettes souveraines et de produits structurés dont elles veulent se débarrasser sur le marché secondaire, et cela, sans aucune contrepartie ou obligation de financer l'économie réelle.

La BCE n'est pas neutre, elle pose des choix politiques. Le dernier épisode en date est le chantage qu'elle a utilisé envers la Grèce en menaçant de couper l'accès à tous les fonds si le nouveau gouvernement élu démocratiquement ne rentrait pas illico presto dans les rails de l'austérité...





Une autre banque centrale pourrait...

- Prêter directement aux États à des taux d'intérêts très réduits ;
- Reverser les intérêts qu'elle a touchés sur les titres publics des pays européens qu'elle détient ;
- Racheter des dettes souveraines de pays en difficulté et les annuler de ses comptes ;
- Financer directement des États soucieux d'atteindre des objectifs économiques, sociaux et environnementaux qui intègrent les besoins et les droits fondamentaux des populations ;
- Être placée sous contrôle des citoyen.ne.s européen.ne.s et non des seuls gouverneurs nommés et des « experts indépendants » triés sur le volet.

Pour toutes ces raisons, nous soutenons la mobilisation « Blockupy Frankfurt » du 18 mars 2015 pour en finir avec une BCE qui finance la spéculation et impose l'austérité.

